

Pas d'impunité pour le nettoyage ethnique à Jérusalem – Boycottez Israël, maintenant !

25 juillet 2018

Israël a commis son plus grand crime de nettoyage ethnique depuis 1967, en détruisant les maisons de centaines de familles palestiniennes à Wadi Hummus, Jérusalem-Est occupée. Notre réponse la plus efficace, c'est le BDS.

Lundi, Israël a commis son plus grand crime de nettoyage ethnique depuis 1967, contre le quartier palestinien de Wadi Hummus dans Jérusalem-Est occupée. Lors d'un raid de l'armée lancé à l'aube, les soldats israéliens ont détruit, en seulement quelques heures, les maisons de centaines de familles palestiniennes. Cette attaque intervient presque immédiatement après qu'un tribunal militaire israélien eut autorisé les démolitions. Cent seize autres maisons sont sous la menace imminente de démolitions à Wadi Hummus.

L'importance du crime ne réside pas seulement dans sa seule ampleur.

Si les démolitions agressives des maisons par Israël ne sont pas arrêtées maintenant, d'autres communautés palestiniennes vont suivre. Rien qu'à Jérusalem, au moins un tiers de toutes les maisons palestiniennes risquent la démolition. Cela signifierait le déplacement forcé de quelque 100 000 Palestiniens. Dans la périphérie de Jérusalem, 46 communautés bédouines palestiniennes se battent depuis des années contre la menace de leur expulsion.

En mobilisant le pouvoir populaire, il est possible d'entraver

la capacité d'Israël à nettoyer ethniquement la population palestinienne autochtone de Jérusalem et à confiner de force les Palestiniens dans des bantoustans façonnés par son mur et ses colonies illégaux.

Il y a des années qu'Israël a mis Wadi Hummus dans une situation grotesque. La plus grande partie des terres où des maisons palestiniennes ont été construites sont en Zones A et B, selon le zonage des Accords d'Oslo, et donc sous le contrôle administratif de l'Autorité palestinienne (AP). Pourtant, le mur a de facto annexé la zone à Jérusalem, l'isolant du reste du territoire palestinien occupé.

En effectuant des démolitions de maisons pour la première fois dans des zones sous l'administration de l'AP, au prétexte que des maisons étaient trop proches du mur d'apartheid lui-même illégal, Israël a envoyé un message clair : ici, il n'y a aucun espace sûr pour les Palestiniens, les seules frontières qui comptent sont celles fixées par l'armée d'Israël – entérinées par ses tribunaux et par la complicité de la communauté internationale et d'entreprises.

Ce nouveau crime israélien a lieu exactement 15 ans après l'approbation par l'Assemblée générale des Nations-Unies, et à une écrasante majorité, du verdict de la Cour internationale de Justice déclarant le mur illégal. Cette décision des Nations-Unies rappelait à tous les États leur obligation de « *s'assurer qu'Israël respecte le droit international humanitaire* ».

Les démolitions de maisons font partie intégrante du régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid sur le peuple palestinien. Ce régime se manifeste sous de nombreuses formes, notamment le siège et les assauts armés récurrents contre les deux millions de Palestiniens de Gaza, l'incarcération de milliers de prisonniers politiques palestiniens et de détenus administratifs, le déni des droits des réfugiés palestiniens, la construction grandissante de

colonies de peuplement illégales, et la longue liste des lois racistes, comprenant la loi sur l'État nation juif qui confère un statut constitutionnel au régime d'apartheid d'Israël.

Notre réponse la plus efficace à ce régime, ainsi qu'aux institutions et entreprises qui rendent possibles ces crimes, c'est le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (le BDS). Boycotts et sanctions ont joué un rôle décisif dans la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et ils jouent un rôle de plus en plus percutant dans la fin du régime d'occupation et d'apartheid d'Israël.

Nous devons intensifier nos efforts au niveau populaire pour responsabiliser et faire respecter les droits des Palestiniens.

Intensifions et renforçons nos campagnes en cours :

- en sensibilisant et en montant des campagnes afin de couper tous liens militaires et de sécurité avec Israël, notamment par l'arrêt des recherches conjointes avec Israël dans les domaines militaires et de la sécurité.

- en s'associant aux appels à HSBC pour qu'ils se désinvestissent de Caterpillar, dont les machines ont été utilisées pour détruire les maisons à Wadi Hummus.

- en rejoignant la campagne de pressions sur les entreprises HP pour qu'elles mettent fin à leur complicité dans les violations israéliennes des droits de l'homme, notamment leur fourniture de serveurs au Registre national de la population d'Israël. Ce registre administre les politiques de citoyenneté qui privent les citoyens palestiniens d'Israël et les habitants palestiniens de Jérusalem de leurs droits humains et civils fondamentaux.

- en renforçant et en montant des campagnes exhortant les églises, les syndicats et les fonds de pensions à se désinvestir et/ou à exclure toute acquisition de toute

entreprise criminelle impliquée dans les violations israéliennes des droits humains, notamment dans les démolitions de maisons et le nettoyage ethnique. Cela comprend Caterpillar, Hyundai Heavy Industries, Volvo et JCB.

– en demandant au Haut-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme de résister aux pressions d'Israël et de ses groupes de pression, et de diffuser les bases de données des 206 grandes sociétés impliquées dans l'entreprise coloniale israélienne illégale.

Source: [BDS MOVEMENT](#)

Traduction: JPP pour BDS FRANCE